

La disparition des démocraties populaires.

« La dictature du prolétariat est un élargissement considérable de la démocratie, devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches. » estimait Lénine dans *l'Etat et la révolution*, paru en 1917. Il soulignait par là qu'il existait une différence fondamentale entre les démocraties libérales occidentales, qui n'étaient que des démocraties de façade, et le futur régime soviétique qu'il allait imposer, fondé sur la dictature du prolétariat mais se révélant être une véritable démocratie populaire, réelle et non formelle, s'adressant à tous.

Le concept de démocratie populaire a donc émergé avec la révolution russe de 1917. Pourtant, cette acception désigne, à partir de 1947 et au sens restreint du terme, les pays d'Europe centrale et orientale qui ont été soumis au joug de l'URSS au moment où Staline, fort du prestige de la victoire contre le nazisme, a décidé que le communisme devait « sortir de sa forteresse » et conquérir le monde. On en compte 8 en tout : Albanie, RDA, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Par extension, certains Etats communistes se sont attribués la notion de démocratie populaire : la République Populaire de Chine, à partir de 1949, qui se définit comme une « nouvelle démocratie », basée sur « la dictature démocratique du peuple », Cuba, le Laos, le Vietnam ou la Corée du Nord (de son nom officiel République populaire démocratique de Corée), dont l'objectif toujours affiché reste l'accomplissement de « la tâche révolutionnaire de la démocratie populaire dans le pays », l'expression désignant la réunification avec la Corée du Sud sous l'égide du régime nordiste.

Pourtant, on limitera le concept aux seuls pays d'Europe centrale et orientale dans la mesure où les grandes lignes de leur histoire suivent à peu près le même schéma, notamment dans le cadre de leur disparition, intervenue de façon simultanée entre 1989 et 1991. Ils présentent également des caractéristiques communes (parti unique, chef charismatique, imitation du grand frère soviétique, terreur, propagande, embrigadement de la société). Pourtant, ces Etats n'ont pas tous suivi la même voie et n'ont pas tous bénéficié de la même relation avec l'URSS, certains ayant par exemple réussi à obtenir une autonomie relative au sein du bloc de l'est. Ce sont en tout cas des Etats considérés comme étant en transition et qui doivent évoluer. En décembre 1948, Dimitrov, secrétaire général du Parti communiste bulgare et premier ministre de la République populaire de Bulgarie, donne la définition de la démocratie populaire comme un « État s'inspirant de la théorie marxiste et réalisant le passage du capitalisme au socialisme ».

Conçus par Staline comme un glacis protecteur en Europe, ces Etats se sont finalement émancipés à partir de 1989, dans le cadre d'un processus appelé « révolution de velours » ou « révolution douce ». Ce régime politique a donc disparu du continent européen et certains Etats n'existent même plus à l'instar de la RDA, de la Yougoslavie ou de la Tchécoslovaquie.

Plusieurs images heureuses peuvent être associées à la disparition de ces régimes : des familles séparées par le mur de Berlin, dès 1961, qui se retrouvent en 1989, des candidats à l'émigration qui cherchent à tout prix à passer le rideau fer, la population berlinoise en liesse détruisant le mur, Rostropovitch se mettant à

jouer, le 11 novembre 1989, les suites de Bach devant les ruines du mur,... Pourtant, aujourd'hui, le bilan de la chute de ces Etats n'est pas totalement positif alors que l' « ostalgie » n'a pas, quant à elle, totalement disparu.

Quels ont été les enjeux de la disparition des démocraties populaires ? Quelles en ont été les causes et les conséquences ? Dans quelle mesure l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'est a-t-il profondément contribué à l'établissement d'un nouvel ordre mondial ?

L'étude des facteurs internes et externes de la chute des démocraties populaires dans les années 1980 (I) permettra d'en dégager les différentes modalités en 1989 (II) puis d'en décrire toutes les implications, à l'échelle nationale et européenne, de 1989 jusqu'à nos jours (III).

Plusieurs facteurs ont présidé à la chute des démocraties populaires en 1989. Ils se situent à trois échelles différentes : dans le camp occidental, au sein de l'URSS et à l'intérieur même des pays d'Europe de l'est.

La propagande occidentale a tout d'abord contribué à la fragilisation de ces régimes en faisant apparaître avec encore plus d'acuité les difficultés économiques et les blocages politiques.

A partir des années 1970, plusieurs éléments venus d'Occident rendent la situation dans les pays de l'est de plus en plus insupportable. Des touristes occidentaux sont accueillis, notamment l'été, en particulier en Yougoslavie (sur les côtes slovaques), en Hongrie, en Roumanie et en Bulgarie. Ils y véhiculent une image contraire à la propagande et y exportent les notions de société de consommation, d'abondance et de liberté. L'acte final des accords d'Helsinki, signés en 1975, comporte également un volet Droits de l'Homme et Libertés qui a permis de faire pression sur les pays du Pacte de Varsovie afin qu'une certaine libéralisation puisse intervenir. Les années 1970 voient ainsi la fin du brouillage des radios venues d'Occident (Radio Free Europe, Radio Liberty) et la possibilité de capter certaines émissions de télévision. C'est le cas en RDA (et notamment à Berlin-Est) où on peut regarder les séries télévisées *Derrick* et *Le Renard*. Diffusées respectivement à partir de 1974 et de 1977 par des chaînes de la RFA (la ZDF notamment), elles montrent l'image d'un Occident moderne, diversifié et libre, en opposition avec la situation de l'autre côté du rideau de fer.

Cela accentue encore plus l'idée de l'échec économique de ces régimes. Dans les années 1970, le système soviétique entame une véritable crise (chute de la démographie et de la population active qui entraîne une diminution de la croissance dans le cadre d'un modèle extensif). Il peut, dès lors, beaucoup facilement moins financer les pays de l'est. Les pénuries y restent importantes et on note une quasi absence de produits innovants (électronique, informatique). En RDA, la seule voiture disponible reste la Trabant et le délai pour pouvoir en obtenir une se monte à plusieurs années à partir de la date de commande. On manque également de coton car il doit être acheté en dehors du bloc de l'est. Du coup, de nombreux vêtements sont fabriqués à partir de fibres synthétiques (nylon). L'inflation reste également importante dans tous les pays (200% par an en Yougoslavie par exemple à la fin des années 1980), le pouvoir d'achat

stagne voire diminue tandis que les salaires peuvent être baissés de façon autoritaire. La dette extérieure de ces pays est également considérable (à l'exception de celle de la Roumanie).

Sur le plan social, on remarque que globalement les services publics sont délabrés (services sanitaires et hôpitaux). La population reste sous contrôle et soumise en permanence à la délation. La Stasi, police politique de la RDA, employait ainsi, au moment de sa disparition en 1989, près de 260.000 agents (soit 1% de la population du pays) qui contrôlaient environ 2 millions de personnes. La répression reste importante : en Bulgarie, le camp de Béléné, situé au milieu du Danube, a accueilli essentiellement des prisonniers politiques entre 1946 et 1991. De même, en 1984-1985, Jivkov, le dirigeant bulgare, décide de jouer la carte du nationalisme en imposant une « bulgarisation » des noms des citoyens musulmans bulgares qui s'accompagne de nombreuses exactions comme la destruction de mosquées ou l'interdiction d'utiliser le turc en public. Les revendications nationalistes s'ajoutent donc aux causes des mouvements contestataires. Au-delà des inégalités sociales bien présentes (notamment entre les membres de l'administration et du parti et le reste de la population), on peut aussi évoquer les différentes pollutions : les conséquences de l'explosion de la centrale atomique de Tchernobyl en 1986 n'ont pas été négligeables. De même, en novembre 1989, une importante pollution au chlore dans la région de Roussé, en Bulgarie, provenant d'une usine roumaine proche, déclenche de violentes manifestations qui dénoncent la situation écologique désastreuse du pays. On a pu enfin dénoncer les excès d'une urbanisation galopante et anarchique impliquant la destruction arbitraire de nombreux villages, comme ce fut le cas en Roumanie. Du coup, le nombre de candidats à l'émigration enfle. En octobre 1989, près de 6000 réfugiés est-allemands ont pris d'assaut les ambassades de la RFA en Hongrie et en Pologne, témoignant de cette volonté de briser l'étreinte soviétique.

Une deuxième série de facteurs expliquant la chute des démocraties populaires doit pourtant être trouvée dans la politique de l'URSS.

En 1985, Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir en URSS, animé d'une réelle volonté de réformer le système afin de mettre fin à la crise. Il tente ainsi de concilier communisme et démocratie en mettant en place la perestroïka (politique dite de restructuration visant à introduire des mécanismes liés au marché dans l'économie : autonomie financière des entreprises, libéralisation de certains secteurs) et la glasnost (politique de transparence ayant pour but de rétablir le multipartisme et des élections libres). Au niveau international, il affirme, dès 1987, la volonté de l'URSS de ne plus intervenir militairement dans les démocraties populaires et encourage un changement dans les instances dirigeantes de ces pays (installation de communistes modérés).

Les conséquences se font assez vite sentir, encourageant le désir de révolte des populations. On assiste alors à deux cas de figure. Dans certains pays, comme en Pologne ou en Hongrie, on assiste à un mouvement de libéralisation qui précipite la volonté d'indépendance. En Hongrie par exemple, le stalinien Kadar démissionne en 1988 ; son successeur Grosz entame des réformes économiques comme l'introduction de la TVA et d'un impôt sur le revenu. Les manifestations se multiplient aux cris de « dehors les Russes ».

Dans d'autres pays (RDA, Bulgarie, Roumanie, Tchécoslovaquie), la libéralisation est refusée, accentuant la rancœur de la population à l'égard du système. C'est le cas en Tchécoslovaquie où Husak est écarté du pouvoir en 1987 au profit de Jakes, responsable des purges de l'après printemps de Prague en 1968. En Roumanie, la dictature de Ceaucescu interdit clairement toute réforme politique. Le 8 juin 1987, la RDA réprime une manifestation de jeunes qui voulaient écouter un concert rock se déroulant de l'autre côté du mur ; en novembre 1987, la Stasi envahit une église à Berlin-Est et arrête des pacifistes dans diverses villes du pays. Le 17 janvier 1988, lors des manifestations commémoratives en l'honneur de Rosa Luxembourg, une centaine de dissidents sont enfin arrêtés.

Face à ces différents facteurs, de nombreux mouvements contestataires voient le jour dans les démocraties populaires. Ils s'organisent progressivement et tendent, alors qu'ils sont parfois issus de mouvances diverses, de faire front commun.

On peut en effet parler de divorce entre l'Etat et la société civile. Plusieurs groupes tentent ainsi de s'organiser et de s'opposer aux différents régimes. Ce fut le cas des intellectuels. En Tchécoslovaquie, à partir de décembre 1976, une pétition circule, sous le nom de Charte 77, à la suite de l'interdiction du groupe de rock underground, *The Plastic People of the Universe*. De nombreux intellectuels la signent à l'instar de Vaclav Havel, auteur dramatique, Jan Patocka, philosophe ou Pavel Kohout, écrivain. Ce groupe devient peu à peu le principal opposant au régime et trouve même des soutiens à l'étranger (à Paris, en 1977, est créé le Comité international pour le soutien des principes de la Charte 77 en Tchécoslovaquie).

Le rôle des Eglises a également été déterminant dans l'opposition aux régimes communistes. En RDA, les Eglises protestantes recueillent les dissidents dans les temples tandis qu'en Pologne l'influence de l'Eglise catholique joue à plein contre le régime. D'autant plus qu'en 1978, c'est le polonais Karol Wojtyla (Jean-Paul II) qui est élu pape. Il affiche son soutien aux différents mouvements dissidents (notamment le syndicat Solidarnosc) et organise plusieurs visites dans son pays natal (en 1979, 1983 et 1987) qui sont autant de rassemblements d'opposants au régime de Jaruzelski.

Les milieux ouvriers constituent enfin un vivier d'opposants. Ce fut particulièrement le cas en Pologne autour de Lech Walesa et du syndicat Solidarnosc. Les premiers éléments de la contestation naissent sur les bords de la mer Baltique dans les années 1970 : en 1970 et 1976, des troubles violents s'y développent, notamment dans les chantiers navals de Gdansk. On demande notamment des élections libres, une presse et des syndicats libres. En 1980, de nouvelles grèves aboutissent à la signature des accords de Gdansk et à la constitution d'un syndicat, Solidarnosc, premier syndicat indépendant, reconnu officiellement par le pouvoir. Interdit en 1981 dans le cadre de l'état d'urgence décrété par Jaruzelski, l'opposition se renforce pourtant : en 1983, Lech Walesa reçoit le prix Nobel de la Paix.

L'action conjointe et voulue des démocraties occidentales (dans le cadre d'une propagande antisoviétique), l'échec économique du modèle et la politique réformatrice de Gorbatchev ont donc précipité l'organisation de mouvements contestataires qui se sont peu à peu unifiés et ont eu raison des régimes communistes en Europe de l'est. A partir de 1989, ceux-ci s'effondrent dans le cadre de révolutions globalement non-violentes et de façon relativement rapide.

Les « révolutions douces », appelées également « révolutions de velours », se sont globalement déroulées en suivant le même processus : élimination de la vieille génération des dirigeants, fin du rôle dominant des PC qui se transforment en partis sociaux-démocrates, instauration du pluralisme, généralisation des élections libres et victoire des démocrates ou libéraux, orientation vers l'économie de marché. On peut cependant observer trois étapes : on a tout d'abord un processus de démocratisation progressive dans les pays à tradition de résistance (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie), puis un effondrement généralisé et plus ou moins violent des autres régimes communistes. Tandis qu'en Yougoslavie et en Albanie, le processus est un peu plus tardif et se développe en lien avec la contestation des nationalités.

En Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne, on assiste, à partir des années 1980, à un processus de démocratisation progressive.

L'exemple de la Pologne est ici très représentatif. Plusieurs événements viennent envenimer la situation. En octobre 1984, le père Popieluszko, ardent soutien au mouvement ouvrier, dont les sermons, retransmis par Radio Free Europe, condamnaient ouvertement le régime communiste, est assassiné par le pouvoir. Cela accentue la résistance passive de la population et renforce le mouvement ouvrier. En avril 1989, le général Jaruzelski se rallie finalement au réformisme : il signe un accord avec Solidarnosc et instaure un régime d'élections semi-libres (réservant 65% des sièges au Parti Ouvrier Unifié Polonais, allié de l'URSS). Ces élections sont un véritable triomphe pour l'opposition. A tel point qu'en août 1989, Tadeusz Mazowiecki, écrivain, journaliste et membre de Solidarnosc est nommé chef du premier gouvernement non communiste par Jaruzelski lui-même. Par la suite, les événements s'accroissent : en décembre 1989, le rôle dirigeant du POUP est aboli tandis qu'en janvier 1990 il se mue en parti social-démocrate. Parallèlement, Lech Walesa est élu président de la République de Pologne en décembre 1990.

Le même processus a lieu en Hongrie. En 1988, Janos Kadar, au pouvoir depuis la répression soviétique de 1956, est évincé au profit du communiste réformateur Miklos Nemeth, conformément aux annonces de Gorbatchev. Le pays, qui avait par ailleurs connu une certaine prospérité économique, se libéralise peu à peu : le 2 mai 1989, le pays ouvre le rideau de fer avec l'Autriche, donnant lieu à une véritable déferlante d'émigrants. Par ailleurs, Imre Nagy, artisan de la révolte de 1956, exécuté en 1958, est réhabilité la même année. En octobre 1989, le Parti socialiste ouvrier hongrois, au pouvoir depuis la soviétisation, est dissout et remplacé par le Parti socialiste hongrois, plus modéré. Pour finir, le 23 octobre 1989, le président de la République Szuros met fin officiellement à la République populaire de Hongrie et proclame solennellement la nouvelle République de Hongrie.

Enfin, en Tchécoslovaquie, le régime s'effondre lui aussi peu à peu, de façon presque simultanée. L'année 1988 connaît d'importantes manifestations dans la mesure où elle représente le 20^{ème} anniversaire du printemps de Prague. En janvier 1989, le 20^{ème} anniversaire de l'immolation de Jan Palach renouvelle la contestation. Des pétitions réclament les libertés politiques et religieuses. En novembre 1989, l'opposition

se regroupe au sein d'un Forum civique. Le régime, vite dépassé, tombe en quelques jours : le 24 novembre, la direction du Parti communiste tchécoslovaque démissionne et on abolit l'article de la constitution mentionnant le rôle prédominant du Parti. En décembre, Dubcek est élu à la tête du parlement et Havel devient président de la République. Les élections législatives de juin 1990 voient enfin le triomphe des différents mouvements d'opposition.

Dans les autres démocraties populaires, où la mainmise du parti était plus forte, les événements se précipitent assez rapidement mais le bras de fer avec les autorités a pu être plus difficile.

Ce fut d'abord le cas en RDA. La crise intervient à la suite de l'augmentation exponentielle des émigrants profitant de l'ouverture de la frontière en Hongrie et en Tchécoslovaquie. De nombreuses élites quittent alors le pays, ce qui accentue le mécontentement populaire. Le régime est d'autant plus au bord du gouffre que Gorbatchev a indiqué que l'URSS n'interviendrait pas pour réprimer l'ample mouvement de manifestation qui se développe. En outre, Honecker, à la tête du pays depuis 1971, est de plus en plus contesté, y compris au sein de son parti. Il est remplacé, en octobre 1989, par Krenz. Entre septembre 1989 et mars 1990, les manifestations du lundi prennent de l'importance : des centaines de milliers d'habitants se réunissent dans de grandes villes, notamment Leipzig, brandissant le slogan « wir sind das Volk » (« nous sommes le peuple »). Alors qu'on tente de célébrer le 40^{ème} anniversaire de la fondation de la RDA en octobre 1949, les populations réclament la possibilité de pouvoir voyager librement ainsi que des élections libres. Face à ces différents mouvements, la répression n'y faisant rien, les autorités du SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne) démissionnent le 9 novembre 1989. Dans la soirée, Gunter Schabowski, membre du SED, annonce l'ouverture des frontières, provoquant un afflux de personnes le long du mur de Berlin, puis son ouverture. Des élections libres se tiennent alors en mars 1990 au cours desquelles le SED perd le contrôle du Parlement. Elles voient la large victoire de la CDU est-allemande, autour du personnage de Lothar de Maizière.

En Bulgarie, les événements se précipitent aussi. La domination de Jivkov (au pouvoir depuis 1962) devient de plus en plus difficile à supporter. Au-delà du vieillissement des élites politiques, de l'inflation et des questions liées aux minorités turques, les problèmes écologiques et la décision de l'URSS de faire payer, en 1984, le prix de son pétrole au prix du marché international, mettent le feu aux poudres. Des groupes de dissidents se constituent, à l'instar du club pour le soutien de la perestroïka et de la glasnost. Jivkov chute finalement le 10 novembre 1989 au profit du réformateur Lukanov, les dissidents s'unissent au sein du SDS (Union des Forces Démocratiques) et les premières élections multipartites ont lieu en 1990, mettant fin à la domination du Parti communiste.

En Roumanie, enfin, la disparition du régime communiste prend une tournure plus violente. En mars 1989, 6 des anciens membres du Parti communiste roumain critiquent, dans une lettre ouverte, la politique économique de Ceausescu (au pouvoir depuis 1965) : on lui reproche les exportations de produits agricoles qui entraînent des pénuries alimentaires ainsi que le financement de projets de construction surdimensionnés). A partir de décembre 1989, de nombreuses manifestations secouent le pays. De nombreux communistes réformateurs se joignent aux dissidents (formant le FSN : Front du Salut National). Le 21 décembre 1989, alors que le chef d'Etat a organisé un rassemblement de masse télévisé pour

montrer le soutien populaire à son régime, des manifestants interviennent et le rassemblement se meut en protestation. Ceaucescu est obligé de renoncer à son discours et l'armée commence à réprimer. Le bilan est de 1100 morts. Le couple Ceaucescu est rattrapé au cours d'une tentative de fuite. Le 25 décembre, les époux sont jugés de façon expéditive en 55 minutes, reconnus coupables de génocide et fusillés. Le communiste Ion Iliescu prend le pouvoir (élu en 1990 avec 85% des voix) mais reste contesté par l'opinion pour ses brutalités policières et ses liens avec le dictateur défunt. La « révolution roumaine » a donc été particulièrement violente, en même temps qu'elle a été filmée (procès et exécution des dictateurs).

La dernière étape de la disparition des démocraties populaires se situe à l'échelle des deux Etats qui avaient pu être les plus indépendants dans le cadre du bloc de l'est : la Yougoslavie et l'Albanie.

La Yougoslavie connaît un lent processus d'écartèlement. En 1980, Tito, héros de la résistance yougoslave au nazisme et chantre de l'indépendance vis-à-vis de l'URSS, meurt. On adopte alors un système de présidence tournante où les dirigeants de chaque république yougoslave (Serbie, Macédoine, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Slovénie) se succèdent chaque année à la tête du pays. Cela ne fait qu'accroître les tensions entre les différentes nationalités : en 1981, de graves émeutes éclatent au Kosovo (province qui dépendait de la Serbie) où la population réclame le statut de république autonome. En 1986, Milosevic, chef de la ligue communiste de Serbie, prononce des discours aux accents fortement nationalistes, critiquant le sort fait aux populations serbes du Kosovo. Peu à peu, chaque république autonome introduit des libertés : en décembre 1989, le parlement slovène légalise les partis politiques de même que la Croatie en janvier 1990. Le 20 janvier 1990, la ligue communiste yougoslave annonce la « fin du socialisme autoritaire » et le passage à une économie mixte. Dès l'année 1990, des élections libres sont organisées dans la plupart des républiques ; elles voient le triomphe des partis d'opposition en Slovénie (avril 1990), en Croatie, en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine. En Serbie et au Monténégro, les anciens communistes ont fait front commun avec les socialistes modérés et ont finalement remporté les élections.

En Albanie, le processus est finalement le plus tardif. Soumis à la dictature de Hoxha (1945-1985), le pays a semblé pendant longtemps ignorer les réformes et les mouvements contestataires des années 1980. Les événements se précipitent à partir de 1990. En décembre, 5000 Albanais fuient le pays par la Grèce. Ramiz Alia, qui a succédé à Hoxha en 1985, décide finalement de libéraliser le régime : le multipartisme est autorisé. Des violences sont cependant commises avec notamment des affrontements armés en février 1991 dans certaines villes, dont Tirana. En mars 1991, les premières élections libres se tiennent dans le pays ; elles voient le maintien d'Alia au pouvoir (Parti du travail d'Albanie). En mai 1991, cependant, une loi constitutionnelle supprime toute référence au socialisme et le pays devient la République d'Albanie.

Le processus de disparition des démocraties populaires appelle donc plusieurs remarques. Tout d'abord, le mécanisme semble suivre un schéma relativement identique : situation difficile sur les plans politique, économique et social dans les années 1980, contestation de plus en plus virulente, libéralisation progressive de la part des autorités, élections libres et triomphe de l'opposition. Pourtant, dans certains Etats, la situation a quelque peu différencié : en Roumanie, la révolution a pris un tour plus violent. En Yougoslavie, l'origine se situe surtout dans les questions nationales, tandis que l'Albanie a connu une

libération un peu plus tardive. Quoi qu'il en soit, la chute de ces régimes entraîne des conséquences importantes pour l'Europe de l'est et dans le cadre des relations internationales.

La chute des démocraties populaires précipite et accompagne en même temps la fin de l'URSS et de la Guerre Froide. En même temps, la transition politique vers la démocratie s'avère assez rude pour les pays d'Europe centrale et orientale.

L'effondrement progressif des démocraties populaires constitue une cause directe (mais pas unique) de la chute de l'URSS. La disparition des régimes communistes en Europe de l'Est entraîne incontestablement une fragilisation de Moscou et de son chef, Gorbatchev. Celui-ci est alors soumis à des tensions internes, au final relativement identiques à celles que connaissent les pays de l'est : contestations des minorités, développement de l'opposition politique et contestations au sein du PCUS (Boris Eltsine). En ce sens, on pourrait avancer que le même processus essaime en URSS et aboutit à sa décomposition, le 25 décembre 1991, lors de la démission de Gorbatchev.

Par ailleurs, la fin de la RDA a entraîné une réunification rapide de l'Allemagne, menée tambour battant par le chancelier de la RFA Helmut Kohl en octobre 1990, au prix de transferts financiers très importantes de l'ouest vers l'est.

Parallèlement, l'évolution démocratique des anciennes démocraties populaires reste chaotique et les anciens partis communistes ont assez longtemps gardé une influence non négligeable. Dans certains pays, les communistes demeurent une force politique importante au lendemain de l'indépendance. Lors des premières élections législatives libres en Pologne, en juin 1989, le POUP (communiste) remporte 173 sièges, contre 161 à Solidarnosc. Cela n'empêche pas ce dernier d'accéder au pouvoir mais montre en tout cas la persistance des forces politiques anciennes. En 1995, Lech Walesa est même battu à l'élection présidentielle par un ancien communiste, Alexandre Kwasniewski. En Roumanie, l'influence communiste reste présente encore plus longtemps. Après la chute de Ceaucescu, en décembre 1989, le peuple porte au pouvoir Iliescu et Constantinescu (entre 1989 et 2004), période pendant laquelle l'essentiel de la classe politique restait issue des rangs du parti communiste. Il a fallu attendre 2006 pour que le chef d'Etat roumain, Basescu, condamne officiellement le système communiste passé. En Bulgarie, en 2001, c'est l'ancien roi Siméon II qui devient ministre-président, alors que le chef de l'Etat était Parvanov, un ancien communiste.

Aujourd'hui, les situations demeurent relativement contrastées. La plupart des pays ont vu leur régime politique clairement ancré dans la démocratie. Pourtant, certaines difficultés persistent et on peut noter la montée des populismes. C'est le cas notamment en Hongrie sous l'égide du ministre-président Viktor Orban, depuis 2010. En avril 2011, la constitution a été révisée dans un sens plus conservateur : on y fait référence aux « racines chrétiennes » du pays, on y affirme l'importance du mariage et de la protection de la vie (remettant en cause la possibilité de l'avortement) et on octroie de façon systématique la nationalité aux Hongrois résidant dans les pays voisins. D'autres mesures conservatrices ont été également été

adoptées, notamment des lois visant à restreindre la liberté de la presse : en décembre 2010, le parlement contrôlé aux 2/3 par la Fidesz, parti d'Orban, crée un nouveau Conseil des médias qui peut prononcer de lourdes sanctions financières aux médias dont les productions ne seraient pas « équilibrées politiquement » ou qui « entravent la dignité humaine ». Ce conseil aurait également le droit d'inspecter tous les médias avant même qu'un délit ne soit identifié.

Si globalement le régime démocratique s'est installé et fonctionne correctement dans les anciennes démocraties populaires, elles ne sont pas exemptes de relents nationalistes et autoritaires qui témoignent, dans une certaine mesure, d'un manque d'expérience démocratique. A tel point qu'on a pu parler, à leur égard, de « fatigue démocratique ».

Si les recompositions politiques ont semblé être difficiles, il en est allé de même de la transition économique, en particulier dans les années 1990 même si ces pays ont tous adopté aujourd'hui l'économie de marché.

Le passage d'une économie quasi entièrement étatisée à une économie de marché a été relativement difficile et les années 1990 ont été celles de grosses difficultés économiques. De nombreuses transformations sont intervenues de façon rapide : privatisations, importants investissements étrangers, libération des prix et des échanges. Mais cela a engendré de nombreux problèmes : inflation de pénurie, baisse de pouvoir d'achat, fermeture des usines non compétitives, obsolètes, dangereuses et polluantes, accompagnée de montée du chômage. On note aussi une augmentation des inégalités sociales avec l'apparition d'une classe de nouveaux riches, pour la plupart anciens cadres du parti communiste. De nouveaux problèmes sociaux apparaissent, que l'encadrement policier avait jusque-là maîtrisés : prostitution et proxénétisme, trafics divers (drogue notamment) et criminalité.

Le redressement est intervenu plus ou moins rapidement, en fonction des politiques adoptées. Certains pays comme la Pologne ont adopté le principe d'une thérapie de choc. Difficile à mettre en place, elle a cependant permis de renouer avec la croissance dès 1993. La Hongrie a plutôt, quant à elle, adopté la politique du gradualisme qui a tardé à porter ses fruits.

Les PECO ont renoué avec la croissance économique à partir du milieu des années 1990. Ils disposent ainsi de solides atouts : ils attirent les investissements étrangers, le prix de leur main d'œuvre est peu important par rapport aux autres pays du continent ce qui leur permet d'attirer des entreprises. La Roumanie a par exemple récemment attiré les entreprises Renault (usines de Pitesti où les véhicules de la marque Dacia sont fabriqués). Ces pays se sont également ouverts au tourisme, à l'instar de la Croatie qui obtient d'importantes recettes de ce secteur d'activité.

Pourtant, la crise économique n'a pas épargné ces pays. Le taux de chômage y reste élevé : la Hongrie, pourtant l'un des pays qui a connu la croissance économique la plus importante parmi les pays de l'est, affichait en 2012 un taux de chômage d'environ 11%. On doit également souligner le fait que le rattrapage économique de l'est vis-à-vis de l'ouest reste difficile, en témoigne les écarts de niveaux de vie entre les anciennes Allemagne de l'est et de l'ouest. Enfin, certains pays de l'Europe de l'ouest considèrent que,

dans le cadre européen, les pays de l'est leur font une concurrence déloyale étant donné leur niveau de vie inférieur.

En dernier lieu, la disparition des démocraties populaires a poussé ces pays à s'insérer au sein de relations internationales profondément chamboulées.

La première difficulté fut, pour certains de ces pays, de faire face à des tensions nationalistes très importantes qui ont pu mener à la guerre. Ce fut le cas, de façon pacifique, en Tchécoslovaquie : le pays s'est finalement divisé en deux parties en 1993, la République tchèque et la Slovaquie, les deux entités ne parvenant pas à s'accorder quant au régime politique (les Slovaques souhaitant par exemple plus de décentralisation des pouvoirs). Ces tensions nationalistes ont entraîné des guerres importantes et meurtrières en ex-Yougoslavie entre 1991 et 2001. Ces conflits entraînèrent entre 200.000 et 300.000 morts et près d'un million de réfugiés. Ils ont également occasionné une tentative de génocide de la part des Serbes contre les Bosniaques (musulmans de Bosnie) avec les massacres de Srebrenica en 1995 (environ 8000 morts). Ils ont en tout cas abouti à la partition du pays en 7 entités : Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine et Kosovo, ce dernier pays n'étant même pas reconnu par l'ensemble de la communauté internationale.

Le deuxième élément fut, pour les anciens pays de l'est, la crainte d'un regain de la puissance russe. C'est la raison pour laquelle ces pays ont voulu, dès leur indépendance, être intégrés au système de défense américain, dans le cadre de l'OTAN. Les négociations aboutissent, en 1999, à l'intégration de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque et, en 2004, à l'intégration de 4 nouveaux pays : Bulgarie, Roumanie, Slovénie, Slovaquie. Parallèlement, ces pays cherchent à intégrer la construction européenne. En 2004, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie intègrent l'Union Européenne, témoignant de leurs réels progrès en matière de démocratisation et de croissance économique. En 2007, la Roumanie et la Bulgarie en font désormais partie tandis que la Croatie devrait officiellement devenir le 28^{ème} membre de l'UE en juillet 2013. Par ailleurs, d'autres pays ont vu leur candidature acceptée : Serbie, Monténégro, Macédoine tandis que d'autres poursuivent les négociations : Bosnie-Herzégovine, Albanie, Kosovo. Pourtant, il faut remarquer que l'implication de ces anciennes démocraties populaires dans l'UE reste assez lâche. On le voit notamment lors des élections européennes : les taux d'abstention y atteignent des records (80% en Slovaquie, 75% en Pologne).

Les anciennes démocraties populaires ont donc subi de très grandes transformations en l'espace d'une décennie. La période de transition a été difficile pour l'ensemble, sur les plans politique, économique et social. Sur le plan diplomatique, il s'est agi de trouver de nouveaux protecteurs en s'arrimant à l'ancien bloc de l'ouest afin de prévenir un éventuel retour de la puissance russe.

La disparition des démocraties populaires comporte donc de multiples enjeux. On remarque tout d'abord que de nombreux facteurs sont à l'origine de l'effondrement de ces régimes : blocages politiques, difficultés économiques et sociales mais également problèmes écologiques ou liés aux tensions nationales.

Ces causes sont également à trouver en dehors des pays eux-mêmes : à l'ouest, dans le cadre de la guerre idéologique menée depuis les Etats-Unis et l'Europe de l'ouest mais également au sein de l'URSS lorsque Gorbatchev, conscient des tares du système soviétique, décide de réformer le système de l'intérieur et d'assouplir la mainmise de son pays sur les Etats dits satellites. Les modalités de la chute ont globalement suivi le même schéma malgré la diversité des situations au départ. Quelques différences sont à noter notamment au niveau du caractère violent ou pacifique de ces révolutions dites « douces » (violences en Roumanie notamment). Les conséquences sont en revanche majeures et beaucoup plus diverses : chute de l'URSS et fin de la Guerre Froide, gestion de la transition, recrudescence des nationalismes et retour des conflits. Aujourd'hui, les situations semblent relativement contrastées à tel point qu'on ne peut plus parler, sans nuance, d'un groupe des anciens pays de l'est. Certains pays s'en sortent plutôt bien, à l'instar de la République tchèque, de la Slovaquie, de la Pologne ou de la Hongrie. En revanche, d'autres pays semblent dans des situations plus douloureuses : Kosovo, Albanie, Serbie, Bosnie-Herzégovine.

L'histoire de « la fin des démocraties populaires », pour reprendre le titre de l'ouvrage de l'historien François Fejto (paru dans les années 1990) pose en tout cas la question de la disparition des régimes communistes dans le reste du monde. Au vu des évolutions économiques en Chine ou à Cuba, le seul véritable régime hérité de la Guerre Froide reste celui de la Corée du nord, aujourd'hui à la croisée des chemins mais dans une logique belliciste. Les conséquences de ces effondrements en seraient pour le moins aussi importantes que ne l'a été celui des régimes communistes en Europe de l'est ou en ex-URSS.

Dans le film *L'Aveu* de Costa-Gavras, sorti en 1970, le réalisateur cherche à montrer la capacité de ces régimes totalitaires à briser un individu au moyen de la torture. Il décrit bien la situation en Tchécoslovaquie alors que le système cherche à briser un ancien haut responsable politique accusé d'espionnage au profit des Etats-Unis. Dans la dernière image du film, on aperçoit deux jeunes gens en train d'écrire à la peinture, sur un mur : « Lénine, réveille-toi ! Ils sont devenus fous. », un slogan très répandu à Prague lors de la répression du Printemps du même nom en août 1968. Lénine, mort en 1924, ne se réveillera pas de son cercueil de verre encore exposé sur la Place Rouge à Moscou. Mais cette expression témoignait en tout cas de la conscience d'une bonne partie de la population des anciennes démocraties populaires du dévoiement des idées de Marx et de Lénine par le système stalinien, mais aussi de l'idée qui demeure encore chez certains « ostalgiques » de la possibilité d'une application humaine des idées communistes créées au 19^e siècle. Dans le contexte actuel, il semble réellement que dans son combat contre la démocratie, le communisme ait pour l'instant perdu.